

BENVENISTI, Meron. *City of Stone. The Hidden History of Jerusalem*. Berkeley, University of California Press, 1996, 278 p.

Yakov M. Rabkin

Volume 29, numéro 2, 1998

L'économie du XXIe siècle de François Perroux à la mondialisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703899ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703899ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rabkin, Y. M. (1998). Compte rendu de [BENVENISTI, Meron. *City of Stone. The Hidden History of Jerusalem*. Berkeley, University of California Press, 1996, 278 p.] *Études internationales*, 29(2), 509–511. <https://doi.org/10.7202/703899ar>

Denis Alland éprouve d'ailleurs des doutes sur la capacité du droit à régler des problèmes aigus et massifs ; on lui accordera que le développement du droit international dans un monde libéré de la guerre froide implique un essor constant de la démocratie et des libertés – sans quoi, vicié dans son principe, le système actuel ne conduira qu'à de très graves déceptions.

Quant aux conclusions générales de Monique Chemillier-Gendreau, elles ne manquent pas d'ambition – et, pour l'avoir souvent affirmé nous-mêmes, nous conviendrons avec l'auteur que l'individu doit être reconnu comme un sujet du droit international, en un sens le seul sujet concevable de ce droit. Faut-il aller jusqu'à dire « que seul l'être humain est souverain » (p. 378) ? Méfions-nous ici de la confusion des genres et souvenons-nous des pages admirables de Charles Chaumont : « À la recherche du contenu irréductible du concept de souveraineté » (Mélanges Jules Basdevant). Même si « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes semble avoir épuisé sa capacité à assurer le renouvellement ou la multiplication des figures de l'État » (p. 376), la Nation est loin d'avoir achevé sa mission historique sur la voie plurielle vers l'universel. L'Union européenne, par exemple, ne réussira que si elle sait préserver la diversité dont elle est faite.

Si le réfugié s'installe durablement dans le pays d'asile avec sa famille, il est invité – sans couper en rien ses racines – à partager désormais une culture, un mode d'être, des arts et des plaisirs qui lui étaient jusque-là étrangers. Quelque part, la souveraineté est là qui veille, non pour

cadencasser les rapports entre les hommes comme jadis, mais pour préserver une liberté que la mondialisation ferait disparaître si l'individu en tant que tel était la seule valeur. Dans les hiérarchies complexes du monde actuel, le principe de subsidiarité est plus important que jamais. La Suisse est un lieu technologique et financier assez fort de cette mondialisation en marche et elle ne pourra pas toujours échapper aux contraintes de la construction européenne ; pourtant, la République de Neuchâtel restera elle-même, précisément dans son irréductible souveraineté. Puisque Monique Chemillier-Gendreau cherche à « inventer d'autres mots » (p. 378) et s'il s'agit de l'individu, nous préférons alors parler de la dignité humaine – dont on est loin, il est vrai, d'avoir tiré toutes les conséquences juridiques.

Jean-Pierre COLIN

*Faculté de droit et de science politique
Université de Reims, France*

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

City of Stone. The Hidden History of Jerusalem.

*BENVENISTI, Meron. Berkeley, University
of California Press, 1996, 278 p.*

L'auteur est l'ancien maire adjoint de Jérusalem dont les publications se caractérisent d'habitude par une honnête tentative de rester objectif. Ce livre reflète la même qualité, tout en possédant un style compréhensible, sans aucune prétention de paraître savant. Les huit chapitres qui forment le livre ont un caractère à la fois chronologique et thématique. Le résultat est une réflexion sur l'histoire

sociale et politique de Jérusalem, sur l'évolution de la ville et sur son exploitation par une variété d'intérêts impériaux, nationalistes et, plus rarement, religieux. La lecture est facilitée par quelques plans et photos en noir et blanc.

L'auteur nous conduit d'abord au Musée de la Ville de Jérusalem et nous montre comment la doctrine officielle d'Israël se reflète dans le choix d'objets et même dans leur présentation spatiale. La célébration de 3000 ans de Jérusalem en 1996-1997 permet à l'auteur de commencer son livre par une opposition de deux histoires, une israélienne, l'autre palestinienne, dont le contenu est différent dans chaque cas, mais qui partagent le même souci : mobiliser l'histoire à des fins nationalistes. Pour l'État d'Israël, c'est une occasion d'affirmer son droit de propriété sur « la capitale éternelle et indivisible d'Israël ». Pour les Palestiniens, Jérusalem, une ville jébusienne occupée par le Roi David, a plutôt 5000 ans. Qui a raison ? demande l'auteur. La question n'est pas pertinente, répond-il, car les chroniques de la ville permettent à chacun de construire ses propres mythes et de les utiliser à son gré. Il exclut, pourtant, les historiens israéliens qui refusent, en majorité, de se laisser utiliser par la propagande sioniste et préservent une intégrité savante au-dessus de tout soupçon. Néanmoins, maintient Benvenisti, l'histoire ne peut guère contribuer à l'harmonisation des rapports parmi les multiples groupes qui partagent la ville. Il faut donc examiner les faits sur le terrain.

Jérusalem comprend la Vieille Ville où se trouvent presque tous les lieux saints et une grande superficie,

actuellement plus de 90 % du total, à l'extérieur de la muraille qui entoure la Vieille Ville. Les lieux saints engendrent des conflits très aigus, surtout parmi les différentes églises qui disputent entre elles le contrôle du Saint Sépulcre et le territoire avoisinant. Le nombre de victimes de ces conflits intrachrétiens serait plus élevé que le nombre de victimes qu'a causé le conflit entre les Juifs et les Palestiniens pour le contrôle du Mont du Temple. L'auteur démontre comment les puissances européennes entrent en compétition active pour Jérusalem depuis 150 ans, et s'acharnent à construire des hôpitaux, des églises et des écoles afin d'affirmer leurs droits respectifs sur Jérusalem. L'occupation britannique entre 1917 et 1948 introduit une égalité entre les trois religions monothéistes ; ceci catalyse le conflit qui reste dominant depuis lors : entre les Juifs et les Arabes, ou entre les Israéliens et les Palestiniens.

Benvenisti met en relief les pratiques israéliennes de faire pencher l'équilibre ethnique en faveur des Israéliens : la manipulation des frontières municipales, la construction de blocs massifs d'appartements réservés aux Juifs, l'étouffement bureaucratique de la construction résidentielle par les Arabes. Il confirme que le contrôle politique de Jérusalem constitue un consensus presque total de part et d'autre. Ainsi, il démontre que le « libéral » Teddy Kollek, maire durant plusieurs décennies, inonde la ville avec des centaines de milliers de Juifs israéliens qu'il loge souvent sur des terrains arabes expropriés, tout en tenant des propos en faveur de la tolérance et du bon voisinage. Le nouveau maire, Ehud Olmert, utilise une rhétorique clairement plus militante

mais accomplit peu car ses propos provoquent une opposition plus ferme de la part des Palestiniens à l'époque post-Oslo.

Benvenisti est très inquiet quant à l'avenir de Jérusalem. Quand les axes de la polarisation ethnique coïncident avec les axes de la domination économique, de la ségrégation socio-économique et résidentielle, la situation devient explosive. Être pauvre et être Arabe sont synonymes à Jérusalem. Selon Benvenisti, Israël est en train de semer sa propre destruction. Dans ce sens, Benvenisti s'inscrit naturellement dans une tradition morale, établie par un autre jérusalémite dissident, le prophète Jérémie, qui prédisait que la Ville sainte serait détruite à cause des actes commis par les fils d'Israël.

Yakov M. RABKIN

*Département d'histoire
Université de Montréal*

From the Other Shore, Russian Social Democracy After 1921.

LIEBICH, André. Cambridge, Harvard University Press, 1997, 490 p.

Cet ouvrage est une contribution importante à l'historiographie de cette faction du mouvement social-démocrate russe vaincue par les Bolcheviks en 1917. Considérant que des mouvements de ce genre méritent d'être étudiés pour eux-mêmes, indépendamment du sort que l'histoire leur a réservé, Liebich rompt avec la tradition qui pousse les chercheurs à s'intéresser aux vainqueurs et à laisser de côté ceux que les aléas de l'histoire ont fait perdants : les exilés.

L'auteur étudie d'abord le mouvement menchevik en Russie, puis la pensée et les actions des Mencheviks

exilés regroupés sous le nom de Délégation étrangère du parti social-démocrate russe. L'intérêt de ce groupe, selon l'auteur, c'est que ses membres ont bien compris le pourquoi de leur défaite et qu'ils posent en des termes clairs la question de l'avenir du marxisme. Restés marxistes, ils ne sont devenus ni des révisionnistes ni des dogmatiques. Ils ont peut-être été les premiers à s'interroger sur les rapports entre la révolution bolchevik, le socialisme et le marxisme. Un des premiers dilemmes auxquels les Mencheviks ont été confrontés, à l'instar des militants de la gauche occidentale, est le suivant : peut-on critiquer l'Union soviétique sans faire le jeu de ses ennemis ? La gauche et la droite du parti menchevik ont répondu différemment à cette question. Pour la gauche, il faut maintenir l'appui aux principes et à la révolution russe, quelles que soient les déviations du régime pour conserver les espoirs socialistes. Alors que pour la droite menchevik, le socialisme est inséparable de la démocratie et on ne peut supporter un régime de dictature et de terreur. Un débat semblable concernant la révolution de 1789 a eu lieu en France à l'occasion des célébrations du bicentenaire.

Après avoir présenté la famille menchevik, l'auteur divise son étude par tranches chronologiques. La première période va de 1903, année du deuxième congrès du parti social-démocrate russe, à 1921. Cette période, peut-être la plus intéressante dans l'ouvrage, marque la rupture entre Mencheviks et Bolcheviks, rupture qui ne devint définitive qu'après la révolution d'octobre. La décision des Bolcheviks d'éliminer les Mencheviks comme force politique, n'a cependant